

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER
UNE INSTALLATION CLASSEE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société EDIB

Commune de **DIJON**

Rubriques n° 167-a et c ; 1432 A2 ; 1434-2 ; 1433.A.a ; 2799 de
la nomenclature

LE PREFET de la Région BOURGOGNE,
Préfet de la Côte d'Or

- Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application des dispositions législatives susvisées, et notamment son article 18,
- Vu la demande présentée le 28 juin 2002 par la Société EDIB en vue d'être autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de DIJON,
- Vu la circulaire et l'instruction technique du 30 août 1985,
- Vu la Circulaire du 22 juillet 1983 relative à l'information du public sur le fonctionnement des centres d'élimination de déchets,
- Vu l'Arrêté Ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2002 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée,
- Vu le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 16 décembre 2002 au 17 janvier 2003
- Vu l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 4 février 2003
- Vu l'avis des conseils municipaux de Ruffey-les-Echirey en date du 6 janvier 2003, de Saint-Apollinaire en date du 17 janvier 2003, de Dijon en date du 5 février 2003

- Vu les avis de MM.
 - le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 3 février 2003
 - le Directeur Départemental de l'Équipement, en date du 30 janvier 2003
 - le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours, en date du 22 janvier 2003
 - la Directrice Régionale de l'Environnement, en date du 16 janvier 2003
 - le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 28 novembre 2002
- Vu l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, Inspecteur des Installations Classées, en date du 30 mai 2003,
- Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 3 juillet 2003
- Considérant qu'aux termes de l'article L 512-2 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,
- Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire,
- Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,
-

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION.....	6
1.1.- Activités autorisées.....	6
1.2.- Installations soumises à déclaration.....	7
ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION.....	7
2.1.- Plan	7
2.2.- Isolement du site.....	8
2.3.- Intégration dans le paysage.....	8
2.4.- Contrôles et analyses.....	8
2.4.1.- MÉTHODES D'ANALYSES.....	8
2.4.3.- CONTRÔLES INOPINÉS.....	8
2.5.- Hygiène et sécurité.....	8
ARTICLE 3 : AMENAGEMENTS.....	8
ARTICLE 4 : ACTIVITES	8
ARTICLE 5 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES INSTALLATIONS.....	9
5.1. Les aménagements du site comprennent, selon le dossier de demande :.....	9
5.2. Moyens analytiques de contrôles et procédures.....	9
5.2.1. OPÉRATIONS DE TRANSIT SANS REGROUPEMENT.....	9
5.2.2. OPÉRATIONS DE TRANSIT AVEC REGROUPEMENT.....	9
5.2.3. OPÉRATIONS DE PRÉTRAITEMENT.....	11
ARTICLE 6 : NATURE ET QUANTITE DE DECHETS RECUS.....	12
6.1.- Origine géographique des déchets.....	12
6.2. Quantité maximale de déchets entrants.....	12
6.3.- Nature des déchets admis sur le centre	12
6.4.- Critères d'admission sur le centre :	15
6.5.- Déchets interdits.....	15
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ACCEPTATION DES DECHETS.....	16
7.1.- Déchets en transit	16
7.2.- Déchets en prétraitement et/ou regroupement.....	16
7.2.1.- INFORMATION PRÉALABLE.....	16
7.2.2.- CERTIFICAT D'ACCEPTATION PRÉALABLE.....	17
ARTICLE 8 : RECEPTION DES DECHETS.....	17
8.1.- Contrôle des déchets à l'entrée du centre.....	17
8.1.1.- DÉTECTION ET REFUS D'UN CHARGEMENT RADIOACTIF.....	18
8.2.- Gestion des refus de déchets.....	19
8.3.- Registre de prise en charge.....	19
8.4.- Dossiers déchets.....	19
8.5.- Registre d'opération ou journal.....	20
ARTICLE 9 : ENLEVEMENT DES DECHETS PREPARES.....	20
9.1.- Installations destinataires et bordereaux de suivi.....	20
9.2.- Contrôle des déchets sortants.....	20
9.3.- Registre des sorties.....	21
ARTICLE 10 : DECLARATION DE DECHETS.....	21
ARTICLE 11 : PRELEVEMENTS D'EAU.....	22
11.1.- Origine de l'approvisionnement en eau.....	22
11.2.- Relevé des prélèvements d'eau.....	22
11.3.- Protection des réseaux d'eau potable.....	22
ARTICLE 12 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	22
12.0.- Dispositions générales.....	22
12.1.- Canalisations de transport de fluides.....	22
12.2.- Plan des réseaux.....	23

12.3.- Réservoirs.....	23
12.4.- Cuvettes de rétention.....	24
12.5.- Moyens de transvasement.....	24
12.6.- Lavage, nettoyage et contrôle des véhicules.....	25
ARTICLE 13 : COLLECTE DES EFFLUENTS.....	25
13.1.- Réseaux de collecte.....	25
13.2.- Bassins de confinement.....	26
14.1.- Obligation de traitement.....	26
14.2.- Conception des installations de traitement.....	26
14.3.- Entretien et suivi des installations de traitement.....	26
14.4.- Dysfonctionnement des installations de traitement.....	26
ARTICLE 15 : DEFINITION DES REJETS.....	26
15.1.- Identification des effluents.....	26
15.2.- Dilution des effluents.....	27
15.3.- Rejet en nappe.....	27
15.4.- Caractéristiques générales des rejets.....	27
ARTICLE 16 : VALEURS LIMITES DES REJETS.....	27
16.1.- Eaux exclusivement pluviales.....	27
16.2.- Eaux polluées provenant de l'exploitation.....	28
ARTICLE 17 : CONDITIONS DE REJET.....	28
17.1.- Conception et aménagement des ouvrages de rejet.....	28
17.2.- Points de prélèvements.....	28
17.3.- Autosurveillance.....	28
17.3.1. - CALAGE DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	29
17.3.2. - CONSERVATION DES ENREGISTREMENTS.....	29
17.3.3. - TRANSMISSIONS DES RÉSULTATS D'AUTOSURVEILLANCE.....	29
ARTICLE 18 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	29
ARTICLE 19 : DISPOSITIONS GENERALES.....	30
19.2.- Odeurs.....	30
19.3.- Voies de circulation.....	30
19.4.- Stockages.....	30
ARTICLE 20 :	30
ARTICLE 21 : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS.....	31
21.1.- Construction et exploitation.....	31
21.2.- Véhicules et engins.....	31
21.3.- Appareils de communication.....	31
21.4.- Niveaux acoustiques.....	31
21.5.- Contrôles.....	32
21.6.- Mesures périodiques.....	32
ARTICLE 23 : GESTION DES DECHETS – GENERALITES.....	33
23.1.- Disposition générale.....	33
23.2.- Nature des déchets produits.....	33
23.3.- Elimination.....	34
23.4.- Comptabilité – Autosurveillance.....	34
ARTICLE 24 : SECURITE.....	35
24.1.- Organisation générale.....	35
24.2.- Règles d'exploitation.....	35
24.3.- Alimentation électrique de l'établissement.....	35
24.4.- Sûreté du matériel électrique	36
24.5.- Zones ATEX.....	36
24.6.- Détecteurs d'incendie.....	36
24.7.- Accès.....	36
24.8.- Equipements abandonnés.....	36

24.9. Interdiction des feux.....	36
24.10. Permis de travail et/ou permis de feu.....	36
24.11. Consignes de sécurité.....	37
24.12. Consignes d'exploitation.....	37
24.13. Information du personnel.....	38
24.14. Entretien des installations.....	38
24.15.- Mesures particulières aux différentes installations.....	38
24.15.1.- INSTALLATIONS DE CHARGEMENT-DÉCHARGEMENT DE	
VÉHICULES CITERNES.....	38
24.15.2.- STOCKAGE DE DÉCHETS LIQUIDES INFLAMMABLES.....	38
24.15.3.- STOCKAGE DE DÉCHETS EN FûTS.....	39
24.15.4.- ZONE DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN	40
24.15.5.- BÂTIMENT DE STOCKAGE ET DE MANUTENTION DES LIQUIDES	
INFLAMMABLES	40
24.15.6.- STOCKAGE DE GÉNÉRATEURS D'AÉROSOLS	42
ARTICLE 25 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.....	42
25.2.- Moyens de secours.....	43
ARTICLE 26 : PLAN INTERNE DE SECURITE.....	43
ARTICLE 29 : LIMITATIONS.....	46
ARTICLE 30 : RECOURS.....	46
ARTICLE 31 : ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS.....	46
ARTICLE 32 : MODIFICATIONS.....	46
ARTICLE 33 : INSPECTION.....	46
ARTICLE 34 : DISPONIBILITE.....	46
ARTICLE 35 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	46
ARTICLE 36 : PUBLICITE.....	47
ARTICLE 37 : AFFICHAGE.....	47
ARTICLE 38 : EXECUTION.....	47

TITRE 1 – CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

1.1.- Activités autorisées

La société EDIB dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad 21000 DIJON est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à implanter et exploiter sur le territoire de la commune de DIJON un centre de transit, regroupement et pré-traitement de déchets industriels d'une capacité de 22 000 tonnes par an (voir article 6.2 du présent arrêté) sur les parcelles cadastrées AK111, AK112, centre qui comprend les installations classées reprises dans le tableau suivant.

N° Rubrique / Repère Plan	Intitulé de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Libellé en clair de l'installation Nature et volume des activités	A D ou NC(*)
167-a et c	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : a) station de transit c) installation de prétraitement	Installation de transit et de prétraitement de déchets industriels : 22 000 t/an	A
1430 1432.2b repère Z5, Z6,Z7, quai, Z5bis	1432- Liquides inflammables (dépôt de) 1430 – Liquides inflammables (définition)	<ul style="list-style-type: none"> Dépôt aérien de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie d'une capacité totale de 240 m3 (cuves 10 à 16 et 19) Dépôt aérien de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie en fûts, d'une capacité totale de 50 m3 (alvéoles 1 et 2) Dépôt aérien de liquides inflammables de 2^{ème} catégorie d'une capacité totale de 240 m3 (eq 48 m3) (cuves 4 à 9 et 12, 17, 18) Liquides inflammables de 1^{ère} catégorie en cuve à mélange (n°1) 30 m3 Liquides inflammables de 2^{ème} catégorie en cuve à mélange (n°2) 30 m3 Dépôt enterré de fioul d'une capacité totale de 2,5 m³ <p>La capacité équivalente totale des dépôts est de 375 m³.</p>	A
1434-2 repère Z14	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) 2) installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Installation de chargement et de déchargement desservant le dépôt de liquides inflammables Pompes de transfert 2x17m ³ /h	A
1433.A.a repère Z6, Z7	Installation de mélange à froid de liquides inflammables	>50t	A
2799	Déchets provenant d'Installations nucléaires de base		A

2260-2 repère « cour nord » « cour sud »	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous les produits organiques naturels , à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2) Supérieure à 40kW mais inférieure à 200 kW	Cisaillage, criblage, broyage, presse à balles Puissance installée : 73,5 kW	D
2515-2 repère « cour nord » « cour sud »	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2) Supérieure à 40kW mais inférieure à 200 kW	Cisaillage, criblage, broyage, presse à balles Puissance installée : 73,5kW	D
2920-2-b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa , 2) ne comprimant ni n'utilisant des fluides inflammables ni toxiques, la puissance absorbée étant b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Installation de compression d'air dont la puissance est inférieure à 58 kW	D
2910	Installation de combustion	30kW	NC

(*) A : autorisation ; D : Déclaration ; NC : non classé

1.2.- Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1.- Plan

Les installations citées à l'article 1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine annexé au présent arrêté.

2.2.- Isolement du site

L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées de toute cession de terrain et de tout projet de construction ou d'aménagement parvenu à sa connaissance lorsqu'ils sont à l'intérieur d'un périmètre d'isolement de 200 mètres autour de son installation.

2.3.- Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

2.4.- Contrôles et analyses

2.4.1.- Méthodes d'analyses

Les analyses prescrites dans le présent arrêté seront réalisées conformément aux normes AFNOR en vigueur.

2.4.2.- Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées pourra demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses, soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire.

Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

2.4.3.- Contrôles inopinés

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que de l'exécution de mesures de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.5.- Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 3 : AMENAGEMENTS

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie sur une hauteur minimale de 2,50 mètres et sous surveillance jour et nuit. Un mur coupe-feu le sépare de la ligne SNCF au niveau des bâtiments et installations mitoyens

ARTICLE 4 : ACTIVITES

Les seules activités autorisées dans l'établissement sont :

- le transit de déchets industriels,
- le regroupement de déchets industriels,
- le prétraitement de déchets industriels.

L'activité de transit sans regroupement doit respecter le principe de non dilution consistant à ne pas mélanger un déchet contenant des éléments indésirables à d'autres déchets qui en sont dépourvus.

Pour les différentes filières d'élimination, les types de prétraitement sont :

- pour les déchets liquides : homogénéisation, ajustement de pH, filtration, modification des PCI, séparation de phase, décantation, fluidification ;
- pour les déchets solides : tri, broyage, homogénéisation, fluidification .

ARTICLE 5 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES INSTALLATIONS

5.1. Les aménagements du site comprennent, selon le dossier de demande :

- un bâtiment abritant une salle d'archivage des échantillons, les locaux administratifs, les vestiaires, le laboratoire ;
- un pont bascule,
- des moyens de détection de la radioactivité,
- une aire d'attente des véhicules, repère Z16
- une zone pour la maintenance et l'entretien,
- 2 zones de broyage de déchets solides
- une zone de chargement – déchargement
- deux zones de stockage des liquides inflammables constituées de 9 cuves (6x25 + 3x30 m³), de 8 cuves de 30 m³, repères Z6, Z7
- une zone de déchargement et de stockage des fûts, repère Z3,Z4,Z5,Z5bis, Z8,Z14
- une zone de lavage des véhicules
- 2 zones de stockage des bennes (14 bennes au total : 6 bennes de 12 m3 produits pâteux, 2 de 12 m3 d'emballages métalliques souillés ; 4 bennes de 30 m3 de rebuts médicamenteux, 1 de 15 m3 d'emballages métalliques propres, 1 de 15 m3 pour les DIB, repère Z1, Z1bis
- une zone de manutention des fûts et 4 casiers de stockage dont 2 de déchets inflammables, repère Z3, Z4, Z5, Z5bis, Z8
- un container spécifique de 30 m3 utiles pour aérosols, repère Z2

5.2. Moyens analytiques de contrôles et procédures

L'établissement devra être pourvu des moyens et matériels nécessaires permettant, à la réception des déchets, les analyses et le dosage de tous les éléments et caractéristiques définis par le certificat d'acceptation préalable. Le seuil de sensibilité des moyens et matériels sera au moins égal à 10% des teneurs maximales autorisées en éléments métaux. Ces moyens et matériels devront permettre en règle générale l'obtention de tous les résultats d'analyse dans un délai maximal de deux heures à compter du prélèvement de l'échantillon.

5.2.1. Opérations de transit sans regroupement

Pour les opérations de transit sans regroupement l'exploitant n'est pas tenu de disposer de ses propres moyens d'identification même si cela peut paraître souhaitable. Néanmoins, tout déchet arrivant et sortant de l'installation doit faire l'objet d'une procédure d'échantillonnage.

5.2.2. Opérations de transit avec regroupement

5.2.2.1. Moyens en personnel

La réception et le contrôle des déchets dans une installation de transit avec regroupement doivent être effectués par une personne formée et compétente ayant des connaissances en chimie (Niveau Bac, avec une très bonne expérience en matière de déchets)

5.2.2.2. Prise d'échantillon avant dépotage

Cette prise d'échantillon a pour but de vérifier la conformité de la livraison avec le certificat d'acceptation délivré par le centre.

- Camion pompeur : la prise d'échantillon est effectuée à la vanne de fond après mélange du produit.
- Camion citerne : la prise d'échantillon est effectuée par le trou d'homme, par un échantillonneur, à différents niveaux de la citerne.
- Fûts : la prise d'échantillon est effectuée par carottage sur toute la hauteur du fût et sur quelques fûts afin de vérifier l'uniformité du chargement.

Les opérations de dépotage de fûts nécessitant des moyens techniques et analytiques plus élaborés, relèvent des opérations de pré-traitement.

- Solide : la prise d'échantillon doit être effectuée à plusieurs endroits de chargement du camion.

5.2.2.3. Tests de conformité

La conformité de la livraison est vérifiée par des tests simples et rapides (moins du quart d'heure). Ils reprennent au moins une sur deux caractéristiques essentielles du déchet.

Incinérables : Aspect physique - liquide pâteux, boueux, teneur en sédiments, viscosité.

Test de brûlage en coupelle ou au fil

- a) gamme de PCI
- b) présence de chlore
- c) estimation du pourcentage d'eau au crépitement
- d) couleur et aspect de la flamme (présence d'alcool - alcalin)
- e) gamme de point éclair ($< 21^{\circ}\text{C}$ ou $> 55^{\circ}\text{C}$)

Traitement physico-chimique : pH, aspect physique, couleur, teneur en sédiments

Mise en décharge : aspect physique, couleur récupération du jus et contrôle des teneurs en $\text{Cr}6+$ et phénols.

5.2.2.4. Matériels nécessaires

Les installations de transit avec regroupement doivent disposer d'un local où seront rassemblés les échantillons et effectués les tests à l'entrée et à la sortie du centre. Ce local doit disposer **au minimum** du matériel suivant pour effectuer les tests.

- Tests de brûlage : coupelle inox - bec Bunsen - papier pH - fil de cuivre
- Physico-chimie : pH mètre ou papier pH
- Spectrophotomètre (type HACH) pour détermination $\text{Cr}6+$, CN^- , phénols

5.2.2.5. Livraison des déchets au centre de traitement

A la livraison des déchets (sortie du centre), l'exploitant procédera à un échantillonnage et une vérification identique à ceux réalisés lors de l'entrée dans le centre de transit avec regroupement.

5.2.3. Opérations de prétraitement

5.2.3.1. Moyens en personnel

L'installation de prétraitement doit disposer d'un chef de centre dont les connaissances et les compétences en chimie du déchet doivent permettre d'assurer une gestion efficace du centre (DUT Chimie ou équivalent).

5.2.3.2. Prise d'échantillon avant dépotage et temps d'identification

Les procédures sont identiques à celles prescrites pour les installations de transit avec regroupement.

5.2.3.3. Opérations de mélange, séparation de phase, préparation de charges

Les opérations de mélange et de prétraitement sont de la compétence et de la responsabilité du centre de prétraitement.

Toutes les opérations de mélange, séparation de phase, préparations de charge doivent être suivies d'une manière analytique afin d'ajuster les critères d'acceptabilité dans les centres de traitement.

5.2.3.4. Dépotage de fûts

Chaque fût doit être répertorié par carottage sur toute la hauteur du fût et identification de la ou des différentes phases trouvées avant dépotage. Cette opération doit permettre de donner la bonne destination à chaque phase du fût.

5.2.3.5. Matériels nécessaires et analyses

Les installations de prétraitement doivent disposer d'un laboratoire où seront rassemblés l'ensemble des matériels d'analyses.

- Matériel de test :

Le matériel de test est identique à celui imposé aux opérations de transit avec regroupement.

- Matériel d'analyse à demeure sur le centre : au moins

- pH mètre
- métaux, phénols, cyanure : spectrophotomètre (type HACH)
- PCS, teneur en cendre : calorimètre balistique ou adiabatique
- teneur en chlore
- bombe
- calorimètre adiabatique
- détermination par potentiométrie
- DCO mètre
- teneur en sédiments
- produits non miscibles : centrifugeuse
- teneur en eau : méthode Dean STARDK ou potentiométrie
- point éclair : appareil type SETA FLASH
- viscosité - viscosimètre ENGLER
- appareil de lixiviation.

Des analyses plus spécifiques - hydrocarbures totaux, solvants, pesticides - nécessitant des matériels plus sophistiqués tels que chromatographe phase gazeuse ou spectrographe de masse, pourront être sous-traitées à des laboratoires extérieurs.

TITRE 2

PROCEDURES D'ACCEPTATION, DE RECEPTION ET D'ENLEVEMENT DES DECHETS

ARTICLE 6 : NATURE ET QUANTITE DE DECHETS RECUS

6.1.- Origine géographique des déchets

Les Déchets entrants auront pour origine géographique la France et principalement la Bourgogne et les régions voisines

L'admission de déchets en provenance de l'étranger est interdite.

6.2. Quantité maximale de déchets entrants

La quantité maximale de déchets entrants dans le centre est limitée à 22 000 tonnes par an, toutes activités confondues.

6.3.- Nature des déchets admis sur le centre

Les déchets admis sont les déchets toxiques en quantité dispersées ou des déchets ménagers spéciaux issus de déchetteries et des déchets industriels spéciaux issus des entreprises.

Désignation	CODE	TYPE DE TRAITEMENT : T : TRANSIT ; R : REGROUPEMENT ; P : PRÉTRAITEMENT
Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux	01 01 01 à 01 05 99	T – R -P
Déchets provenant de l'agriculture, horticulture, aquaculture, sylviculture, chasse, pêche	02 01 01 à 02 07 99 sauf 02 01 02 02 01 03 02 01 06 02 02 02	T - R - P
Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles, de papier, de carton et de pâte à papier	03 01 04 à 03 03 99 sauf 03 01 01 03 03 01 03 03 07 03 03 08	T - R - P
Déchets de l'industrie textile, du cuir et de la fourrure	04 01 03 à 04 02 20 + 04 02 99	T - R – P
Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon	5 01 02 à 05 07 99	T - R - P
Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides	6 01 01 à 06 01 99	T – R -P

Déchets provenant de la FFDU de bases	06 02 01 à 06 02 99	T – R -P
Déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques	06 03 11 à 06 03 99	T – R
Déchets contenant des métaux autres que ceux visés à la section 06 03	6 04 03 à 06 04 99	T – R -P
Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents	06 05 02 et 06 05 03	T – R -P
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration	06 06 02 à 06 06 99	T - R
Déchets provenant de la FFDU des halogènes et de la chimie des halogènes	06 07 02 à 06 07 99	T- R -P
Déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium	06 08 02 et 06 08 99	T - R
Déchets provenant de FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore	06 09 02 à 06 09 99	T - R
Déchets provenant de FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais	06 10 02 et 06 10 99	T - R
Déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants	06 11 01 et 06 11 99	T - R
Déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs	06 13 01 à 06 13 99 sauf 06 13 04	T – R -P
Déchets provenant de la FFDU de produits organiques de base	7 01 01 à 07 01 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques	7 02 01 à 07 02 99 sauf 07 02 13	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)	7 03 01 à 07 03 99	T -R - P
Déchets provenant de la FFDU des substances actives pharmaceutiques	7 05 01 à 07 05 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques	7 06 01 à 07 06 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs	7 07 01 à 07 07 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis	08 01 11 à 08 01 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques)	8 02 01 à 08 02 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU d'encres d'impression	8 03 07 à 08 03 99	T - R - P

Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)	08 04 09 à 08 04 99	T - R - P
Déchets de l'industrie photographique	9 01 01 à 09 01 99	T - R - P
Déchets provenant des procédés thermiques	10 01 04 à 10 14 01 sauf 10 01 24, 10 02 01, 10 02 02, 10 02 08, 10 02 10, 10 03 04, 10 03 15, 10 12 01, 10 12 02, 10 12 06, 10 12 08, 10 13 01, 10 13 09, 10 13 10, 10 13 14	T - R - P
Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux	11 01 05 à 11 05 99	T - R - P
Déchets provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques	12 01 06 à 12 03 02	T - R - P
Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)	13 01 04 à 13 08 99 sauf 13 03 01	T - R - P
Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs (sauf chapitres 07 et 08)	14 06 01 à 14 06 05	T - R - P
Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons, d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs	15 01 01 à 15 02 03 sauf 15 01 11	T - R - P
Déchets non décrits ailleurs dans la liste (sauf 16 04 : déchets d'explosifs)	16 01 03 à 16 11 06 sauf 16 01 09 à 11 16 01 16 à 20 16 02 09-10-12 16 04 01 à 03	T - R - P
Déchets de construction et de démolition	17 01 05, 17 02 04, 17 03 01 à 17 05 03 17 05 05 - 07 17 08 01, 17 09 01 - 03 - 04	T - R - P
Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et recherche associée	18 01 06 à 10 18 02 03 à 08	T - R - P
Déchets de l'incinération ou de la pyrolyse des déchets	19 01 05 à 19 01 99 sauf 19 01 19	T - R - P
Déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation)	19 02 03 à 19 02 99	T - R - P
Déchets stabilisés, solidifiés, stratifiés	19 03 04 à 19 04 04	T

Lixiviats de décharges	19 07 02 et 03	T – R - P
Déchets provenant d'installations de traitement d'eaux usées non spécifiés ailleurs	19 08 06 à 19 08 99 sauf 19 08 09, 19 08 12, 19 08 14	T - R - P
Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel	19 09 02 à 19 09 99	T - R - P
Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux	19 10 01 à 10 06	T- R - P
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets	19 12 01 à 19 12 12	T- R - P
Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines	19 13 01 à 19 13 08	T- R - P
Déchets provenant de la régénération de l'huile	20 11 01 à 19 11 99	T – R - P
Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), Fractions collectées séparément sauf : Section 15 01	21 01 01 à 20 01 99	T - R - P
Autres Déchets en mélange	20 03 01 à 20 03 99 sauf 02 et 07	T - R - P

6.4.- Critères d'admission sur le centre :

6.4.1. L'ensemble des déchets admis en prétraitement devront avoir des caractéristiques compatibles avec les filières de traitement pour lesquelles ils sont destinés.

6.4.2. Les déchets admis en transit – regroupement auront des caractéristiques telles qu'ils puissent être dirigés directement vers un centre d'élimination/valorisation autorisé. **A ce titre, ils auront des caractéristiques compatibles avec les filières d'élimination/valorisation auxquelles ils sont destinés.**

Exceptions : l'inspection des installations classées pourra demander à tout moment à l'exploitant de prendre en transit et d'assurer la garde de tous déchets notamment ceux issus d'accidents de la circulation mettant en cause des matières polluantes sous réserve de l'acceptation de l'exploitant.

6.5.- Déchets interdits

Seront interdits à l'entrée du centre tous les déchets d'une catégorie autre que celles listées à l'article 6-3 et tous les déchets susceptibles de contenir :

- des produits radioactifs ou émettant des rayonnements nocifs,
- des produits explosifs,
- des gaz en bouteilles sauf aérosols,
- des déchets biologiques à risques infectieux ou anatomiques (produits par des hôpitaux, centres de transfusion sanguine, laboratoires médicaux...)
- des déchets contenant plus de 50 mg/kg de polychlorobiphényles (PCB) ou polychloroterphényles (PCT),
- matières de vidange,
- des liquides extrêmement inflammables : oxyde d'éthyle et tout liquide dont le point éclair est inférieur à 0°C et dont la pression de vapeur à 35 °C est supérieure à 10⁵ pascals.
- des produits pulvérulents susceptibles de réagir violemment avec l'eau.

Sera également interdite l'admission de déchets susceptibles de réagir lors du prétraitement pour former des mélanges ou vapeurs toxiques ou détonants ou de créer un mélange incompatible avec une filière d'élimination ou qui, d'une façon générale, pourraient nuire aux conditions de fonctionnement des installations et de leurs annexes.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ACCEPTATION DES DECHETS

7.1.- Déchets en transit

Un déchet en transit ne pourra être accepté sur le centre qu'après obtention du certificat d'acceptation préalable de l'installation de prétraitement ou de traitement à laquelle il est ultérieurement destiné.

7.2.- Déchets en prétraitement et/ou regroupement

Tout déchet sera soumis à la procédure d'acceptation avant son admission dans l'établissement. Une vérification de la compatibilité avec les procédés de prétraitement est effectuée.

7.2.1.- Information préalable

Cette procédure se déroulera de la façon suivante :

- description détaillée par le producteur du processus ayant engendré le déchet (activité génératrice du déchet, matières premières mises en œuvre s'il s'agit d'un déchet de fabrication, caractéristiques du produit s'il s'agit d'un déchet d'utilisation) ;
- réalisation de prises d'échantillons représentatifs afin d'effectuer les tests et analyses d'identification du déchet ;
- rédaction et diffusion de fiche d'identification et d'analyse du déchet .

Cette fiche sera révisée au moins annuellement. Les tests et analyses d'identification seront renouvelés lors de toute modification par le producteur et au moins tous les 2 ans.

La fiche d'identification devra être visée par le producteur du déchet et comporter les renseignements suivants :

- la provenance et l'identité exacte du producteur ;
- le type d'activité du producteur et de l'atelier dont est issu le déchet ;
- le processus d'obtention du déchet ;
- une fiche signalétique de sécurité du produit ou des produits constituant le déchet ;
- le conditionnement du déchet pour son transport ;

- les quantités prévisionnelles annuelles et les fréquences d'enlèvement ;
- les résultats des analyses chimiques complètes et la fourchette des variations admises ;
- la ou les filières d'élimination retenues pour le déchet.

Les analyses effectuées lors de l'élaboration de la fiche d'identification devront tenir compte de l'origine des déchets, des renseignements fournis par le producteur (nature physique et chimique), des contraintes liées à la manipulation et au traitement et aux incidences sur les rejets dans l'environnement pouvant résulter du prétraitement et aux filières de traitement retenues.

Elles seront complétées, autant que de besoin, par des analyses portant d'autres paramètres.

Elles seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.2.2.- Certificat d'acceptation préalable

A la suite de l'établissement de la fiche d'identification et après avoir vérifié la compatibilité du déchet avec des critères d'acceptation fixés par le présent arrêté, un certificat d'acceptation sera délivré par l'exploitant. Ce document devra être visé par le chef de centre. Ce certificat d'acceptation aura une validité d'un an.

La validité de ce certificat pourra être prorogée dans les mêmes conditions que pour la fiche d'identification.

Pour les déchets susceptibles d'être acceptés par plusieurs centres d'élimination, les critères d'acceptation retenus seront ceux du centre le plus contraignant, critère par critère.

Pour chaque déchet, le certificat d'acceptation sera rédigé en au moins 2 exemplaires (1 exemplaire conservé dans le centre et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et 1 exemplaire remis au producteur).

ARTICLE 8 : RECEPTION DES DECHETS

8.1.- Contrôle des déchets à l'entrée du centre

L'exploitant établira des procédures et consignes définissant les modalités de réception des déchets. Ces procédures et consignes ainsi que leurs mises à jour seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors de chaque livraison de déchets sur le centre, l'exploitant procédera, avant déchargement, aux vérifications suivantes :

- présence du bordereau de suivi au titre de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 dûment rempli par le producteur du déchet et le transporteur-collecteur ;
- existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;
- vérification de la compatibilité du déchet avec les produits déjà stockés ;
- examen visuel du chargement (mode de conditionnement du déchet) ;
- contrôle de non radioactivité du chargement (article 8.1.1.) ;
- prise d'un échantillon représentatif dont une partie est analysée et l'autre conservée sur le centre pendant au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates ;
- contrôle des paramètres conformément aux articles 6.4 et 5.2, ainsi que tout contrôle ou analyse complémentaire conformément au certificat d'acceptation préalable.

8.1.1.- Détection et refus d'un chargement radioactif

8.1.1.1.- Système de détection

Un système de détection de la radioactivité sera utilisé à l'entrée du site de façon à ce que tout chargement de déchets entrant fasse l'objet d'un contrôle pour s'assurer de l'absence de radioactivité anormalement émergente par rapport au bruit de fond observé sur le périmètre du site.

Le seuil d'alarme sera normalement réglé au maximum au double du bruit mesuré sur le site. L'exploitant conservera néanmoins la possibilité de pouvoir rehausser le réglage du seuil d'alarme à une valeur qui ne pourra excéder 3,5 fois le bruit de fond. Toutefois, en cas de rehaussement du seuil d'alarme, une note justificative sera établie et adressée à l'inspection des installations classées. Cette note sera par ailleurs tenue sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.1.1.2.- refus d'un chargement

En cas de radioactivité détectée sur un convoi de déchets, l'exploitant doit :

- transférer le chargement dans un lieu sûr, éloigné du personnel, à l'abri de la pluie et du vent susceptible de propager une contamination éventuelle et mettre en place un périmètre de sécurité autour du chargement pour interdire la présence de personnes dans la zone où la radioactivité mesurée serait supérieure à **1µSv/h** ; cet emplacement d'isolement du chargement sera réservé et repéré sur le site et sur un plan communiqué à l'inspection des installations classées ;
- procéder à des investigations complémentaires à l'aide d'appareils portatifs pour mesurer la radioactivité et pour identifier si la radioactivité détectée résulte d'une source ponctuelle de radioactivité dans le chargement ou si la radioactivité est uniformément répartie dans les déchets ;

Les renseignements concernant chaque chargement ayant déclenché l'alarme du système de détection (date, heure, N° immatriculation du véhicule, producteur, transporteur, nature et quantité du déchet) seront reportés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées avec la mention de la valeur mesurée de la radioactivité.

Dans le cas où la mesure conclut à la radioactivité du chargement :

- alerter les services d'incendie et de secours pour demander l'intervention de la cellule mobile d'intervention de la cellule mobile d'intervention radiologique ;
- alerter la DRIRE et la DDASS
- alerter l'IRSN – BP 35 78116 Le Vésinet cedex – 01.30.15.52.00 fax-01 39 76 08 96 chargé d'évaluer l'impact radiologique de l'incident sur les travailleurs, le public et l'environnement ;

Un compte-rendu de l'incident radiologique est rédigé et communiqué à l'inspection des installations classées.

8.1.1.3.-Consignes et procédure

L'exploitant est tenu d'établir une procédure guide sur la conduite à tenir en cas de dépassement du seuil d'alarme du système de contrôle de la radioactivité ;

L'exploitant est tenu d'établir des consignes précisant :

- l'exploitation des appareils de détection et de métrologie de la radioactivité ;

- les essais et la maintenance préventive à réaliser pour garantir en permanence le bon fonctionnement des matériels de détection et de métrologie de la radioactivité.

Parallèlement, et pour la bonne application de ces consignes, l'exploitant formera les personnels susceptibles d'intervenir. Cette formation devra porter sur les notions générales de radioactivité et de radioprotection, sur la conduite à tenir en cas de détection de la radioactivité et sur la métrologie de la radioactivité.

8.2.- Gestion des refus de déchets

En cas de doute sur la nature des déchets ou d'anomalie constatée lors des contrôles de réception, l'exploitant refusera la prise en charge du chargement.

Il établira un bordereau de refus en trois exemplaires qui précisera la nature (code nomenclature + désignation en clair du déchet), les origines industrielle et géographique du déchet en cause (nom et adresse du producteur), l'identité du transporteur et le motif du refus.

L'exploitant du centre en archivera un exemplaire et en adressera sans délai un exemplaire :

- à l'inspection des installations classées,
- au producteur du déchet .

L'exploitant prendra toutes dispositions pour renvoyer le chargement à son expéditeur dans les meilleurs délais.

8.3.- Registre de prise en charge

Un registre de prise en charge devra mentionner pour chaque chargement arrivant sur le site :

- la date et heure d'entrée,
- l'identité de l'installation à l'origine des déchets,
- l'identité du transporteur et n° immatriculation,
- le numéro du BSDI,
- la nature du chargement et sa codification selon la nomenclature des déchets,
- la quantité reçue en tonnes et le mode de conditionnement,
- la quantité totale de déchets reçus dans la journée ainsi que la quantité cumulée depuis le début de l'année,
- le lieu de stockage,
- le cas échéant le mode de prétraitement envisagé,
- la destination finale envisagée.

Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, et archivé au moins 2 ans.

8.4.- Dossiers déchets

L'exploitant disposera, pour chaque type de déchets qu'il traitera, d'un dossier dans lequel seront archivés :

- le certificat d'acceptation comprenant la fiche d'identification ainsi que toutes les informations relatives aux analyses et contrôles effectués préalablement à la délivrance dudit certificat ;
- les résultats des tests ou analyses de réception,

- la référence de l'échantillon archivé,
- le n° du BSDI
- les observations faites sur les déchets et les incidents ou accidents éventuels auxquels ils pourraient avoir donné lieu.

Ces dossiers seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et archivés au moins 2 ans.

8.5.- Registre d'opération ou journal

Chaque opération effectuée sur les déchets ainsi que les incidents éventuels survenus lors du prétraitement dans le centre sera notée sur un carnet de bord qui sera archivé 2 ans.

Par ailleurs, l'exploitant vérifiera à date fixe la cohérence en terme de bilan matière des déchets, entrés et sortis, comptabilisés, et réellement présents sur le site (stocks).

Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 9 : ENLEVEMENT DES DECHETS PREPARES

9.1.- Installations destinataires et bordereaux de suivi

Les déchets préparés dans le centre sont destinés à être éliminés ou valorisés. A ce titre :

- ils ne pourront être acheminés que dans des installations régulièrement autorisés au titre de la législation sur les installations classées, quelle que soit la filière (combustible de substitution, incinération, traitement physico-chimique, régénération de solvants, ...) ;
- ils feront l'objet des procédures de suivis de déchets instaurées par le décret n°77-974 du 19 août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générateurs de nuisances.

9.2.- Contrôle des déchets sortants

Les déchets quittant le centre devront être compatibles avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral de l'installation qui reçoit ces déchets.

A cet effet, chaque déchet sera soumis à la procédure d'acceptation préalable avant son expédition vers l'unité d'élimination ou de valorisation finale.

Le certificat d'acceptation sera délivré par le centre de valorisation ou d'élimination finale.

Il devra être rédigé en au moins trois exemplaires, dont la ventilation sera la suivante :

- 1 exemplaire conservé sur le centre et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,
- 1 exemplaire conservé par l'éliminateur ou le valorisateur,
- 1 exemplaire remis au transporteur-collecteur.

L'exploitant devra informer l'éliminateur ou le valorisateur de toute anomalie survenue sur les déchets dans le prétraitement.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur-collecteur, l'exploitant s'assurera, avant de procéder au chargement d'un véhicule, que ce dernier est apte à recevoir les déchets qui lui sont destinés.

9.3.- Registre des sorties

Un registre devra mentionner pour chaque chargement quittant le centre :

- la date de sortie,
- l'identité du transporteur et du centre d'élimination ou de valorisation destinataire,
- le numéro du certificat d'acceptation préalable,
- le n° de BSDI
- la nature du chargement et sa codification selon la nomenclature officielle des déchets,
- la quantité expédiée et le mode de conditionnement,
- les résultats des tests et analyses effectués sur les échantillons,

ARTICLE 10 : DECLARATION DE DECHETS

L'exploitant fera parvenir à l'inspection des installations classées, dans le mois suivant chaque trimestre calendaire, un état récapitulatif des déchets en transit, des déchets éliminés, (regroupés, prétraités) et des déchets produits au cours de ce trimestre.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 11 : PRELEVEMENTS D'EAU

11.1.- Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau de distribution publique de la Ville de Dijon pour 600 m³/an et via des entreprises extérieures pour 150 m³/an.

L'eau est utilisée pour les besoins suivants :

- besoins alimentaires et domestiques : sanitaires, réfectoire, etc. *eau de ville* ;
- eau de lavage des emballages « déchets » : *eau de ville*
- eau de lavage des cuves et fosses : *eau amenée par citerne*

11.2.- Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Le relevé des volumes prélevés doit être effectué mensuellement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

11.3.- Protection des réseaux d'eau potable

Le prélèvement d'eau est effectué sur le réseau public. L'ouvrage de prélèvement est équipé d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent, qui fait l'objet d'un contrôle annuel par un organisme agréé. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et communiqués aux services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Côte d'Or.

ARTICLE 12 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

12.0.- Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

12.1.- Canalisations de transport de fluides

12.1.1.- Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

12.1.2.- Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes. Elles devront être protégées contre les agressions mécaniques et, si elles sont enterrées, installées dans un caniveau étanche permettant leur examen périodique.

12.1.3.- Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

12.1.4.- Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

12.2.- Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.

12.3.- Réservoirs

Ils ont une affectation précise et sont clairement identifiés. L'exploitant tient une chronique la des déchets qui ont été entreposés dans chaque cuve. Elles sont dotées d'événements.

Des moyens physiques et/ou des procédures préviennent les erreurs de manipulations. Les points de transvasement de produits incompatibles sont séparés.

Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques (notamment du fait des véhicules).

Les cuves sont régulièrement débarrassées des dépôts ou tartres.

12.3.1.- Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5cm d'eau,
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
 - porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 - être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression au plus égale à 1,5 fois la pression de service.

12.3.2.- Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs. De plus, L'exploitant procède ou fait procéder à 2 à 4 inspections visuelles par an des cuves et à une épreuve hydraulique périodique avec une surpression de 50 % ou d'au moins 0,3 bars. Les fréquences sont à moduler en fonction de la nature des produits : de 1 an pour les produits acides à 10 ans pour les huiles solubles.

12.3.3.- Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

12.3.4.- Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

12.4.- Cuvettes de rétention

12.4.1.- Tout stockage d'un liquide ou d'un déchet pâteux susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris le stockage en fûts doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand contenant,
- 50 % du volume total stocké.

12.4.2.- Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

12.4.3.- L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

12.4.4.- Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

12.4.5.- L'aire de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers la capacité de rétention du pont bascule d'un volume de 19 m³, en communication avec une fosse de 6 m³ qui devront être maintenue vides. Leur niveau sera contrôlé après chaque opération de chargement/déchargement. Leur vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de leur contenu. Chaque intervention sera consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des réserves d'absorbant aptes à traiter une petite fuite de liquide doit être à disposition sur les aires de chargement-déchargement des véhicules citernes, sur les aires d'exploitation et sur les zones de chargement-déchargement et manutention des fûts.

12.4.6.- Le stockage et la manipulation des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

12.5.- Moyens de transvasement

Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule l'exploitant s'assure que :

- le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté;
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité;
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.

L'exploitant s'assurera préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chariot élévateur, ...) avec les déchets. Il s'assurera que la contamination des précédentes opérations ne créera pas d'incompatibilité. Il s'assurera que les opérations de déchargement, chargement, transvasement ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.

12.6.- Lavage, nettoyage et contrôle des véhicules

L'exploitant vérifie tous les véhicules transitant dans l'installation, même s'il n'en est pas propriétaire ou gestionnaire.

L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses (par exemple, en demandant de se faire présenter le certificat d'agrément du véhicule) et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement et ceux ne se soumettant pas aux obligations de lavage.

N.B.1. Les pratiques suivantes apparaissent acceptables :

a) Pour les déchets ordinaires, les contrôles ou lavages peuvent être espacés mais une période doit être fixée par l'exploitant.

b) Pour les déchets composés principalement des produits toxiques (tels que Arsenics, Mercure, Plomb, Cadmium, Cyanure, Acide Chromique, Solvants chlorés, Hydrocarbures, etc...) les contrôles et lavages sont effectués systématiquement sur chaque véhicule transporteur.

Pour le cas où un véhicule serait affecté en permanence au transport d'un même déchet, et si l'exploitant peut s'en assurer, les lavages peuvent ne pas être systématiques.

L'exploitant devra s'assurer préalablement à toute opération de chargement ou déchargement que les véhicules de transport sont conçus pour être vidés entièrement de leur contenu et que leur état de propreté est satisfaisant.

Les aires de circulation devront être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles sont souillées.

L'exploitant prendra toutes dispositions pour que le centre soit propre et pour que les roues et bas de caisse de tous les véhicules de transport entrant ou quittant le centre soient propres.

L'exploitant disposera d'un appareil de nettoyage industriel adapté pouvant fournir de l'eau sous pression en vue du nettoyage éventuel des roues, cuves et bennes des véhicules.

Les effluents de nettoyage seront intégralement récupérés et envoyés dans les cuves de stockage adaptées.

ARTICLE 13 : COLLECTE DES EFFLUENTS

13.1.- Réseaux de collecte

13.1.1.- Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

13.1.2.- Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : aires de circulation et de stationnement de véhicules automoteurs, aires d'exploitation.

13.1.3.- En complément des dispositions prévues à l'article 13.1 du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

13.1.4.- Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

13.2.- Bassins de confinement

13.2.1.- Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées doit être équipé d'une vanne de barrage afin que les cours intérieures forment un bassin de confinement capable de recueillir les éventuelles eaux d'extinction incendie.

Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

ARTICLE 14 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

14.1.- Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

14.2.- Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

14.3.- Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

14.4.- Dysfonctionnement des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 15 : DEFINITION DES REJETS

15.1.- Identification des effluents

Les seuls effluents du site sont :

- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées EP
- les eaux pluviales polluées provenant des parking EPP
- les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement, désignées E C,
- les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment des procédés, des lavages des sols et des machines, etc., désignées E U.

- les eaux domestiques : eaux vannes, eaux de lavabos, douches, réfectoire. ED

Les eaux pluviales de la cour collectées au niveau de la rétention du pont bascule sont envoyées au réseau d'eaux pluviales, mais en cas de déversement accidentel, les eaux polluées sont orientées vers la rétention de 6 m³ (dont les eaux sont orientées vers une cuve de stockage)

Les eaux pluviales pourront être rejetées après passage dans un débourbeur-déshuileur dans le réseau public aboutissant au Rû de Pouilly sous réserve d'une autorisation de raccordement au réseau pluvial (à fournir à la DDAF et à la DRIRE).

Les eaux domestiques seront rejetées dans le réseau d'assainissement communal.

15.2.- Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

15.3.- Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans la nappe d'eau souterraine est interdit.

15.4.- Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter de substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

ARTICLE 16 : VALEURS LIMITES DES REJETS

16.1.- Eaux exclusivement pluviales

Le rejet des eaux pluviales doit respecter les valeurs maximales suivantes :

- MES : 35 mg/l
- DCO : 125 mg/l
- DBO5 : 40 mg/l
- NTK : 5 mg/l
- P total : 2 mg/l
- HCT : 5 mg/l
- Fer : 1,5 mg/l
- Absence (4 à 5 fois la limite de quantification) de toxiques (chrome VI, cyanures, métaux)
- Absence (4 à 5 fois la limite de quantification) de solvants chlorés, COHV, phénols

- PH compris entre 5,5 et 8,5
- T° < 30°C

16.2.- Eaux polluées provenant de l'exploitation

Elles sont stockées dans une cuve indépendante et ne sont en aucun cas rejetées au réseau. Les eaux de lavage de citernes sont récupérées dans une fosse dédiée à cette effet. Ces eaux sont ensuite éliminées comme des déchets.

ARTICLE 17 : CONDITIONS DE REJET

17.1.- Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent en outre permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

17.2.- Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

17.3.- Autosurveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales de ses installations (pas d'eaux de process). Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après :

Paramètres	Fréquence de contrôle	Méthodes d'analyses normalisées pour le calage de l'autosurveillance
pH	hebdomadaire	NFT 90 008
DCO	hebdomadaire	NFT 90 101
MES	hebdomadaire	NFT 90 105
Hydrocarbures totaux	hebdomadaire	NFT 90 114
Cyanures	hebdomadaire	
Métaux totaux	trimestriel trimestriel	-

AOX		ISO 9562
Phénols	trimestriel	NFT 90 109

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

17.3.1. - Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

17.3.2. - Conservation des enregistrements

Les enregistrements des mesures prescrites à l'article 17.3.1. ci-avant doivent être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

17.3.3. - Transmissions des résultats d'autosurveillance

Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures et analyses imposées aux articles ci-avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées (et au service chargé de la police des eaux en cas de rejet au milieu naturel).

ARTICLE 18 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- 5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 19 : DISPOSITIONS GENERALES

19.1.- L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels qu'émulseurs, produits de neutralisation...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

19.2.- Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'air ambiant des bâtiments comprenant des produits susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives sera aspiré et traité par filtre à charbon actif ou tout autre dispositif à l'efficacité au moins équivalente.

19.3.- Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (forme de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner le dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation doivent être prévus.

19.4.- Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents ne doivent pas conduire à des envols. Si nécessaire elles seront munies de dispositifs de capotage et d'aspiration raccordés à une installation de dépoussiérage.

Le mouillage de produits pulvérulents est effectué après contrôles et essais au laboratoire avec un produit adapté.

ARTICLE 20 :

Les rejets des événements des cuves de stockage doivent être limités par la mise en place de flotteurs visant à limiter l'évaporation, sur les cuves à l'origine des principales bouffées, dont celle de xylène.

TITRE 5 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 21 : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

21.1.- Construction et exploitation

L'installation est construite et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

21.2.- Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

21.3.- Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

21.4.- Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de mesure Emplacement	Niveaux admissibles de bruit en dB(A)	
Limite de propriété	Période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
	60	50

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieure à 35 dB(A) et inférieure ou égale à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieure à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les valeurs admissibles d'émergence fixées dans le tableau ci-avant ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance de 200 mètres de la limite de propriété.

21.5.- Contrôles

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée.

21.6.- Mesures périodiques

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les cinq ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

TITRE 6 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

ARTICLE 23 : GESTION DES DECHETS – GENERALITES

23.1.- Disposition générale

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets produits par l'activité.

23.2.- Nature des déchets produits

Origine			Nature des déchets			Gestion des déchets	
Code	Catégorie	Origine	Désignation du déchet	Quantité (t/an)	Conditionnement (Lieu de stockage intermédiaire sur le site)	Niveau	Type d'élimination
Déchets issus de la fabrication							
16 05 06*	DIS	Laboratoire	Réactifs usés du laboratoire EDIB	15	Bonbonnes de 60 litres au laboratoire	1	Incinération
16 07 05*	DIS	Presses à fûts lavantes + rinçage des cuves	Les eaux de lavage	180	Cuve située dans la cour Nord	2	Incinération
20 01 40	DIB	Fûts nettoyés et pressés	Métaux divers	1	Benne située dans la cour Nord	1	Valorisation
16 05 04*	DIS	Réception + tri des déchets	Aérosols	10	Projet d'un container de 30 m ³ dans la cour Sud	1	Régénération
20 01 13*	DIS	Réception + tri des déchets	Solvants halogénés	400	Cour Nord : Cuves de 30m ³	2	Incinération
20 01 13*	DIS	Réception + tri des déchets	Solvants non halogénés	970	Cour Nord : Cuves de 30m ³	2	Incinération
19 01 06*	DIS	Réception + tri des déchets	Déchets aqueux	2 137	Cuverie : Cuves de 25m ³	2	Incinération
13 08 99*	DIS	Réception + tri des déchets	Eaux hydrocarburées	700	Cour Nord : Cuves de 30m ³	2	Incinération
19 12 11*	DIS	Réception + tri des déchets	Déchets pâteux solides non halogénés	1 450	Bennes de 12m ³ dans la cour Sud	2	Incinération
19 12 11*	DIS	Réception + tri des déchets	Déchets pâteux solides halogénés	-	Bennes de 12m ³ dans la cour Sud	2	Incinération
20 01 15*	DIS	Réception + tri des déchets	Bains basiques non cyanurés	100	Cuverie: cuves de 25 m ³	2	Incinération
19 12 11*	DIS	Réception + tri des déchets	Bains et solides cyanurés	20	Cuverie: cuves de 25 m ³		P.C
20 01 21*	DIS	Réception + tri des déchets	Mercuré	0.5	Stockés dans des flacons	1	Valorisation
20 01 14*	DIS	Réception + tri des déchets	Bains chromiques	10	Cuverie : cuves de 25 m ³		P.C
20 01 32*	DIS	Réception + tri des déchets	Rebuts de fabrication pharmaceutiques	400	4 bennes de 30m ³ dans la cour Sud	2	Incinération
Déchets d'emballage							
15 01 01	DIB	Conditionnement	Cartons	20	Benne située dans la cour Sud	1	Centre de tri
20 01 38	DIB	Conditionnement	Palettes	100	Benne située dans la cour Sud	1	Valorisation

15 01 10*	DIS	Réception + tri des déchets	Emballages métalliques souillés	160	2 bennes de 12m ³ dans la cour Sud	2	Incinération / valorisation
15 01 10*	DIS	Réception + tri des déchets	Emballages plastiques souillés		2 bennes de 12m ³ dans la cour Sud	2	Incinération / valorisation
15 01 04	DIB	Zone de lavage des fûts	Fûts métallique propre	120	1 benne de 15 m ³ dans la cour Nord	1	Valorisation
Déchets issus du nettoyage, entretien et maintenance							
13 08 99*	DIS	Séparateur hydrocarbures	Eaux hydrocarburées	20	Cuves de 30m ³ situées dans la cour Nord	2	Incinération
15 02 02*	DIS	Activité nettoyage ou lavage	Chiffons souillés + gants souillés	-	2 bennes de 12m ³ dans la cour Sud	2	Incinération / valorisation
16 02 13*	DIS	Réception + tri des déchets	Condensateurs	20	Stockés sur palettes (casiers)	1	Valorisation
20 01 33*	DIS	Réception + tri des déchets	Batteries	20	Stockées sur palettes (casiers)	1	Valorisation
Déchets issus de l'activité tertiaire							
20 01 01	DIB	Bureaux + sanitaires	Déchets divers tous confondus	80	1 benne de 15m ³ dans la cour Sud	2	Décharge de classe 2
20 01 33*	DIS	Bureaux, ateliers	Piles	20	Casier	1	Valorisation
20 01 21*	DIS	Bureaux, ateliers	Tubes fluorescents	9.5	Casier	1	Valorisation

23.3.- Elimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Les déchets d'emballages seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

23.4.- Comptabilité – Autosurveillance

Un registre est tenu sur lequel sont reportées les informations suivantes :

- codification selon le décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets (J.O. du 20 avril 2002) ;
- type et quantité des déchets produits ;
- opération ayant généré chaque déchet ;
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation ;

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées dans le mois qui suivra chaque trimestre un bilan récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus.

TITRE 7- PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

ARTICLE 24 : SECURITE

24.1.- Organisation générale

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité sont établies par des consignes écrites.

24.2.- Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent sur :

- la conduite des installations (consignes et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel, notamment formation aux matières dangereuses

Ces dispositions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées qui feront l'objet d'un rapport annuel.

24.2.1. Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sécurité de l'installation font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une année.

24.2.2.- La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

24.3.- Alimentation électrique de l'établissement

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les dispositifs d'alarme sont à sécurité active. L'ensemble est secouru par batteries

Afin de vérifier les dispositifs vitaux pour la sécurité, des tests cycliques sont effectués pour la transmission des alarmes. Ces tests automatiques font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques,
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

24.4.- Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 (J.O. NC du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

24.5.- Zones ATEX

Les zones ATEX, à déterminer par l'exploitant autour des installations, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

24.6.- Détecteurs d'incendie

Des détecteurs d'incendie ioniques et des détecteurs optiques sont judicieusement répartis dans l'usine. Les indications de ces détecteurs sont reportées au bureau d'accueil et reliés à une société de télésurveillance et actionneront dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuelle.

Des contrôles périodiques devront s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble de ces appareils.

24.7.- Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

24.8.- Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

24.9. Interdiction des feux

En dehors des appareils de combustion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

24.10. Permis de travail et/ou permis de feu

Des travaux d'entretien, d'aménagement ou de réparation sur le site ne doivent être réalisés qu'avec l'autorisation écrite du responsable d'exploitation.

Il devra recevoir une formation particulière sur la délivrance de ces autorisations appelées communément permis de travail et permis-feu.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à l'augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une eau chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et éventuellement d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et une consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être consignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

La validité et le respect des conditions d'octroi de ces permis seront contrôlés au démarrage et durant chaque poste par des personnes qualifiées désignées et habilitées par l'exploitant à remplir ces tâches.

Lorsque la sécurité ne peut plus être assurée (démantèlement des protections incendie, montée en puissance des travaux, occupation anormale des aires de circulation et de manutention) l'activité d'exploitation doit cesser dans la partie du site concernée.

24.11. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu prévue à l'article 24.9. ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet de purges ;
- les conditions de délivrance des permis de travail et des permis de feu ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...

24.12. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;

- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

24.13. Information du personnel

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

24.14. Entretien des installations

Le réglage et l'entretien des installations se feront soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et sur les appareils de filtration et d'épuration, le cas échéant.

24.15.- Mesures particulières aux différentes installations

24.15.1.- Installations de chargement-déchargement de véhicules citernes

24.15.1.1.- L'installation de pompage sera prévue pour éviter tout danger de siphonnage.

Les appareils servant aux manipulations, transvasements seront en matériaux résistant au feu.

24.15.1.2.- Il est interdit d'effectuer un remplissage de véhicules à moteur sans avoir, au préalable, procédé à l'arrêt du moteur et à l'extinction des éclairages.

Les diverses interdictions, en particulier celles de fumer et de laisser en marche le moteur d'un véhicule en cours de remplissage, seront affichées en caractère apparents près des emplisseurs.

24.15.1.3.- L'appareillage servant au transvasement sera toujours en parfait état d'étanchéité.

24.15.1.4.- Lors des opérations de chargement –déchargement, le véhicule est relié à la terre (pour les produits présentant des risques électrostatiques)

24.15.2.- Stockage de déchets liquides inflammables

24.15.2.1.- Les cuves seront implantées pour respecter les distances d'isolement comptées à partir des bords de cuvettes ou des aires de manipulations de liquides inflammables : les zones de flux thermiques 3 et 5 kw/m² restent dans le périmètre de l'établissement

L'exploitant s'assurera de la maîtrise foncière des terrains de ce périmètre.

24.15.2.2.- Les capacités de stockage auront une affectation précise et seront clairement identifiées. L'exploitant devra maintenir au bureau de réception ou de garde un exemplaire du Plan Interne de Sécurité et un inventaire des stocks et de l'affectation des bacs. Cet inventaire sera mis à jour chaque jour ouvré après les transferts de liquides en fin de journée.

24.15.2.3.- Les voies d'accès aux dépôts et le long des cuvettes doivent assurer la mobilité normale des engins de secours incendie.

24.15.2.4.- Les cuvettes de rétention associées aux dépôts devront être stables au feu d'une durée de deux heures.

Les murets de rétention seront étanches et devront résister au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir.

Les cuvettes de rétention seront étanchées. La vitesse de pénétration des liquides au travers de la couche étanche sera au maximum de 10^{-8} m/s.

Il n'y a pas de traversée de murets par des canalisations

Toutes les canalisations qui ne seront pas strictement nécessaires à l'exploitation de la cuvette ou à sa sécurité devront être exclues de celle-ci. En cas de conduite générale alimentant plusieurs cuvettes, seules des dérivations sectionnables pourront pénétrer celles-ci.

24.15.2.5.- Les capacités de stockage seront munies :

- de vannes de pied de cuve
- d'un dispositif de détection de niveau haut déclenchant une alarme sonore.

Tous les caniveaux contenant des canalisations sont « ouverts » (couverts de caillebotis).

La pomperie, les caniveaux, les point bas de cuvette font l'objet d'entretien régulier et de mesures d'explosimétrie au moins mensuelle. Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre. Toute anomalie fait l'objet d'un arrêt de production et d'un traitement approprié.

Chaque réservoir fixe est équipé d'une canalisation de remplissage dont l'orifice comporte un raccord fixe normalisé. En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage est fermé par un obturateur étanche. Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

Les réservoirs sont dotés d'évents, débouchant à l'air libre, protégés contre la pluie.

24.15.3.- Stockage de déchets en fûts

Le stockage en fûts est limité à une capacité de 4X112 fûts de 200l dont 160 fûts en transit/regroupement.

- Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :
 - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
 - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres).

- Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Elles ne sont dotées d'aucune ouverture.
- L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
- Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Toutes dispositions sont prises pour qu'un fût ne séjourne en moyenne pas plus d'un mois et au maximum pas plus de 90 jours.

L'empilement des fûts est limité à 2 hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état. La stabilité mécanique de stockage doit être assurée.

Le dépôt est conçu pour permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de fûts. Les allées de circulation de l'engin de manutention seront matérialisées de façon pérenne au sol.

Les autres contenants mobiles ne sont pas empilés avec les fûts.

L'exploitant débarrasse l'aire de stockage de tout contenant percé ou fuyard dès sa détection.

Les fûts vides sont évacués au fur et à mesure et restent au maximum un mois sur le centre.

L'état des stocks sera mis à jour en permanence de manière à connaître la provenance

24.15.4.- Zone de réparation et d'entretien

Les éléments de structure seront stables au feu de durée 2 heures.

Le sol sera en matériaux imperméables et MO du point de vue de sa réaction au feu et, de plus, aura une pente suffisante pour que toutes les eaux et tout liquide accidentellement répandu s'écoulent facilement en direction du dispositif séparateur hydrocarbures.

Aucune opération de soudage n'y aura lieu.

24.15.5.- Bâtiment de stockage et de manutention des liquides inflammables

24.15.5.1.- Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins du bâtiment.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

24.15.5.2.-

Le bâtiment ne comporte qu'un seul niveau.

La zone de stockage de déchets Z6 est séparée de la zone de transfert des déchets liquides Z14 par un mur parpaing revêtu. Les portes séparant ces zones sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture depuis la zone Z6. Tout autre moyen d'isolement est admis s'il donne des garanties de sécurité au moins équivalentes.

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point du bâtiment ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties du bâtiment formant cul de sac.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

24.15.5.3.-

La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles.

Elle comporte au moins sur 2% de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits combustibles stockés, d'autre part, des dimensions du bâtiment ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 % de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

24.15.5.4.-

Le sol de l'atelier sera imperméable, incombustible et disposé de façon à constituer une cuvette de retenue telle que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au-dehors.

L'atelier sera largement ventilé .

Le matériel électrique est adapté aux risques.

L'atelier n'est pas chauffé.

Le local abritant la chaufferie sera construit en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 2 heures. Il sera sans communication directe avec l'atelier.

24.15.5.5.-

Les récipients dans lesquels sont employés les liquides inflammables seront clos aussi complètement que possible.

Les récipients contenant des liquides inflammables devront porter en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

Lors du pompage de liquides inflammables, la zone Z14 est approvisionnée au fur et mesure des opérations de pompage.

Le dépôt de ces liquides sera placé en dehors de l'atelier, à une distance suffisante pour qu'il ne puisse pas y avoir propagation réciproque immédiate d'incendie.

S'il y a chauffage des déchets utilisés, ce chauffage sera obtenu par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau à basse pression ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.

Lors des opérations de pompage de liquides inflammables en fûts , les fûts seront reliés à la terre par une connexion métallique (mise électrostatique à la terre).

L'emploi d'air ou d'oxygène comprimé pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

Les stockages de bouteilles de gaz combustibles liquéfiées respectent les conditions minimales d'éloignement suivantes des parois des appareils de remplissage de liquides inflammables:

- 6 mètres, si la capacité du dépôt de bouteilles est au plus de 15 000 kilogrammes ;
- 7.5 mètres pour une capacité de dépôt supérieure à 15 000 kilogrammes.

24.15.6.- Stockage de générateurs d'aérosols

Ce stockage sera effectué à l'extérieur dans la cour Sud dans un container métallique fermé de 30 m3 utile, résistant aux surpressions et doté d'un évent orienté vers une zone neutre . Il sera doté de prises d'air haute et basse pour éviter les élévations de température dues aux conditions climatiques. Le container reste fermé en permanence en dehors des opérations de chargement et de déchargement. Les opérateurs sont formés à ces opérations. Les générateurs d'aérosols doivent être manipulés sans choc ; en aucun cas ils ne doivent être jetés ou bennés dans ce container.

ARTICLE 25 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

25.1.- Protection contre la foudre

25.1.1.- Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être protégées contre la foudre.

25.1.2.- Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

25.1.3.- L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 25.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

25.1.4.- Les pièces justificatives du respect des articles 25.1.1, 25.1.2. et 25.1.3 ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

25.2.- Moyens de secours

Le site devra disposer en permanence des moyens de secours suivants :

- 2 poteaux incendie normalisé incongelables de diamètre 100 mm,
- 2 RIA
- 2 rampes gaz carbonique à déclenchement manuel
- une motopompe et une réserve d'émulseurs adaptés aux produits stockés, pour feu de cuvette,
- extincteurs dont la nature sera appropriée au risque
- sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et pelles pour reprendre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles.
- réserve d'absorbant.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.

25.3.- signalisation

La norme NFX08003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée pour signaler les emplacements :

- des moyens de secours,
- des stockages présentant des risques,
- des locaux à risques,
- des boutons d'arrêt d'urgence,
- les diverses interdictions.
-

ARTICLE 26 : PLAN INTERNE DE SECURITE

L'exploitant est tenu d'établir un plan interne de sécurité qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Le plan est transmis au Service interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

TITRE 8 - INFORMATION

ARTICLE 27 : INFORMATION DES TIERS

27.1.- Dossier d'information

L'exploitant constitue un dossier comprenant :

- a) une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets stockés ;
- b) l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, le cas échéant, les mises à jour ;
- c) les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions de la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et du code de l'environnement ;
- d) la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ;
- e) la quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation d'une part, et réellement constatées d'autre part, des matières rejetées dans l'environnement ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;
- f) un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;

Ce dossier est mis à jour chaque année et est tenu à la disposition de l'administration.

27.2.- Commission Locale d'Information et de Surveillance (C.L.I.S.)

L'exploitant présente à la Commission Locale d'Information et de Surveillance, au moins une fois par an, après l'avoir mis à jour, le document défini à l'article 27.1 ci-dessus.

TITRE 9 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 28 : DISPOSITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

28.1.- Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet,
- du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- du SIRACED-PC,
- de l'inspection des installations classées,

et faire l'objet d'une mise à jour du Plan Interne de Sécurité dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

28.2.- Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

28.3.- Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que les déchets présents sur le site,
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués,
- 3°) l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

28.4.- Délai et voie de recours (article L514-6 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision est notifiée.

TITRE 10 – MESURES EXECUTOIRES

ARTICLE 29 : LIMITATIONS

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cessera d'avoir son effet dans le cas où il s'écoulerait un délai de trois ans avant que l'installation projetée ait été mise en service, ou si l'exploitation en était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure. Elle deviendra également caduque en cas d'inexécution des conditions précisées ci-dessus.

ARTICLE 30 : RECOURS

Délai et voie de recours (article 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 31 : ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette entreprise rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 32 : MODIFICATIONS

Toute modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation être portée par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 33 : INSPECTION

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son établissement par l'Inspection des Installations Classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

ARTICLE 34 : DISPONIBILITE

Le permissionnaire devra être à tout moment en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

ARTICLE 35 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement dont il s'agit changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suivrait la prise de possession.

Article 36 : PUBLICITE

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, et faisant connaître qu'une copie de cet arrêté, déposée aux archives de la Mairie, est mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois, et un avis sera inséré aux frais du pétitionnaire, par nos soins, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 37 : AFFICHAGE

Un extrait semblable sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 38 : EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de DIJON, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Région Bourgogne et le Directeur de la Société EDIB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (2 ex.)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Directeur de la Société EDIB,
- . M. le Maire de DIJON.

FAIT à DIJON, le 29 juillet 2003

Signé

LE PREFET,